Elections législatives du 5 Mars 1967 - Ire circonscription de Meurthe-et-Moselle

Candidats du Centre Démocrate

PRÉSIDENT NATIONAL : JEAN LECANUET

Luc BOURCIER de CARBON



Né en 1913 d'une famille de vieille ascendance lorraine, arrière-petit-neveu de Léonard Bourcier, auteur du code Léopold au début du XVIIe siècle, petit-neveu du général Wirbel, gouverneur de la Sarre après la guerre de 1914-18, cousin du général Georges, chef d'Etat-Major Général des armées françaises en 1939. Licencié ès-lettres, certifié d'études supérieures de mathématiques, agrégé des Facultés de Droit, section économique, en 1954.

Conseiller technique du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, puis du Secrétaire d'Etat à la Marine, a été nommé en 1954 professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

Depuis cette date enseigne à Nancy à la Faculté de Droit, à l'Institut Commercial, à l'Institut de Préparation à l'Administration des Entreprises et au C.U.C.E.S. Ancien expert au Conseil de l'Europe, est Capitaine de réserve.

Marié, un enfant.

Suppléant : Gilbert ANTOINE



Né en 1939, d'une famille installée depuis toujours en Lorraine.

Père adjudant-chef de cavalerie en retraite, Chevalier de la Légion d'Honneur, Médaillé Militaire, Croix de Guerre avec palmes, président départemental de l'Union Nationale des Sous-Officiers en retraite. Ancien d'Algérie, maréchal des logis d'artillerie de réserve.

Visiteur médical.

Membre du Conseil National des Jeunes Démocrates.

Electrices, Electeurs,

Cette consultation électorale est particulièrement importante. Sur les plans politique, économique et social, une tâche considérable et urgente attend votre député, pour assurer le jeu correct des institutions, relancer l'économie, répartir les fruits du progrès dans une plus grande justice sociale et construire une Europe vivante qui soit garante de prospérité et de sécurité.

En d'autres termes : **Une politique de stabilité, mais une politique nouvelle, plus sociale, plus dynamique, plus démocratique, plus soucieuse des droits de l'homme et de la liberté, une politique du dialogue avec tous les intérêts qualifiés, une politique qui s'appuie économiquement sur la vitalité régionale, seule voie qui garantisse à la France toutes ses chances dans la construction européenne.**

***

Le pouvoir affirme qu'entre lui et le Communisme il n'y a rien. Affirmation gratuite. Car il existe partout en France un grand nombre d'électrices et d'électeurs qui refusent les dangers d'un pouvoir sans contrôle ou d'une dictature extrêmiste.

Dans le domaine des institutions : **Nous sommes pour une application loyale de la Constitution.** Nous voulons le maintien du Sénat, grand conseil des intérêts régionaux et locaux, chambre de réflexion indispensable, dans cette période de transformation rapide, de projets de lois parfois improvisés, de réformes insuffisamment mûries.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Nous voulons une plus réelle séparation des pouvoirs, protection essentielle de la démocratie, un Parlement qui se sente responsable, une magistrature véritablement indépendante, un exécutif qui, avec un Gouvernement stable, justifie sans cesse sa politique et sa gestion devant le pays et d'abord devant ses représentants.

Nous voulons que le Gouvernement de la France accepte enfin de signer la Convention Européenne des Droits de l'Homme, élaborée par le Conseil de l'Europe.

Nous voulons que soit organisée la liberté de l'information, auprès des organismes dont le Pouvoir s'est assuré le monopole, malgré les déclarations et les concessions (mineures) qu'il a pu faire. L'usage de la télévision régionale vous aurait permis d'avoir un contact direct avec les candidats qui sollicitent vos suffrages. Ce fonctionnement de la démocratie n'a pas paru au Pouvoir suffisamment rassurant. En tout cas, il est exclu de la présente consultation.

⁂

Dans le domaine économique, **nous sommes pour une politique d'expansion, dans la stabilité des prix, pour une politique de protection de l'épargne et d'encouragement à investir.**

Sans cet élan, la jeunesse actuelle n'obtiendra pas les emplois auxquels sa qualification, ses efforts et ses mérites peuvent prétendre. Le dynamisme nécessaire manquera, si la fiscalité demeure spoliatrice, décourageante, si la centralisation des décisions demeure essentiellement parisienne, si l'épargne régionale est canalisée sur Paris, selon les structures financières actuelles.

La Lorraine est en perte de vitesse. La Lorraine est menacée de chômage. La Lorraine est même menacée de sous-développement, parce que depuis dix ans rien d'essentiel n'a été fait pour résoudre des problèmes pourtant prévisibles et qui sont maintenant venus à échéance. Vous connaissez les retards les plus graves : construction du canal, autoroute Nancy-Metz à peine amorcée, constructions de logements, industries de transformation, etc...

Lorrain par la famille de ma mère et par celle de ma femme, nées Wirbel, rattaché plus anciennement aux Bourcier de Lorraine par mon père, enseignant moi-même à la Faculté de Nancy depuis 13 ans, et aussi à l'Institut Commercial, au Centre d'Etudes Politiques, à l'Institut de Préparation à l'Administration des Entreprises de Nancy, je connais nombre de vos problèmes. Je souhaite en chercher avec vous la solution.

⁂

Il est impossible dans une profession de foi électorale, aux dimensions limitées, de développer des thèmes essentiels comme ceux du progrès et de la justice sociale. Nous dirons cependant qu'il faut, sans plus attendre, garantir la **sécurité de l'emploi,** grâce à des mécanismes collectifs qui s'accordent avec le dynamisme économique, maintenir le **plein emploi,** par une politique hardie d'équipement, obliger l'Etat à établir et à respecter un volume et un calendrier d'équipements sociaux, routes, hôpitaux, écoles. L'Etat qui veut planifier l'activité économique du secteur privé semble incapable de planifier les réalisations sociales dont il est au premier chef responsable.

Ajoutons :

— **Une politique de la jeunesse, une organisation claire de l'enseignement, adaptée aux besoins, offrant aux élites venues du peuple comme aux autres toutes leurs chances ;**

— **Une politique qui donne aux personnes âgées le soutien et le niveau de vie que la prospérité nationale permet de garantir** et non une allocation misérable ;

— **Une politique qui permette à l'artisanat de contribuer pleinement au progrès national,** car l'artisanat constitue une force vive et un potentiel précieux d'innovation ;

— **Une politique d'évolution de l'agriculture,** pour plus de productivité et de mieux-être de tous, pour un meilleur équilibre économique français ;

— **Une politique qui laisse au commerce moyen et petit des possibilités de prospérer ;**

— **Une politique de plénitude des droits de la femme,** domaine où les progrès réalisés doivent être complétés.

⁂

Pour une politique dans laquelle les trois priorités de Jean Lecanuet : enseignement, emplois, marché européen, soient sans cesse orientées sur des mesures efficaces, pour l'avenir de la France et de la Lorraine.

Si ce programme est le vôtre, si vous voulez bien nous faire confiance et vous appuyer sur le dynamisme du Centre démocrate, nous vous consacrerons tous nos efforts.

VOTEZ Luc BOURCIER de CARBON et Gilbert ANTOINE

Imp. HUMBLOT, Nancy - 2-67

Sciences Po / fonds CEVIPOF